

APPEL A MOBILISATION

Solidarité avec le mouvement de grève de la faim des prisonniers palestiniens

Plus de 1 500 prisonniers palestiniens ont entamé leur troisième semaine de grève de la faim suite à l'appel lancé par **Marwan Barghouti**. Figure des mouvements de lutte palestiniens, dirigeant du Fatah et membre du Conseil législatif palestinien, Marwan Barghouti a été condamné à cinq peines de perpétuité ; il est détenu depuis 15 ans comme des milliers de prisonniers politiques.

Cette grève de la faim s'inscrit dans la continuité de mouvements similaires depuis 50 ans que dure l'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem et de Gaza, mais elle est inédite par son ampleur. C'est **une nouvelle expression de la résistance non-violente des Palestiniens** contre l'occupation et le régime d'oppression imposé par Israël.

Plus de 6 500 Palestiniens sont actuellement détenus par Israël. Au total 850 000 ont été emprisonnés depuis le début de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967. Les femmes ne sont pas épargnées, ni les enfants : **300 mineurs sont actuellement incarcérés**.

Tous sont soumis à un système judiciaire d'apartheid qui punit souvent sévèrement des actes mineurs tels que la participation à des manifestations ou des jets de pierre. Par contre, les Israéliens, civils ou militaires, coupables de violences à l'égard des Palestiniens, bénéficient d'une impunité presque totale. En février 2017, fait rarissime, un militaire franco-israélien était condamné à 18 mois de prison pour avoir abattu un Palestinien gisant, blessé, au sol. Certains y ont vu la marque de l'impartialité et de l'équité de la justice israélienne. Pourtant, 18 mois de réclusion pour un meurtre constituant un crime de guerre, voilà qui est bien peu au regard des lourdes peines subies par les adolescents palestiniens pour de simples jets de pierre.

Que réclament les prisonniers ? Rien d'autre que le respect du droit :

- la fin du recours à la torture et autres formes de mauvais traitements ;
- des conditions améliorées de visites de familles ;
- la fin de leur détention en Israël et non dans les territoires occupés, comme l'exige la Quatrième Convention de Genève, avec pour conséquence des obstacles multiples aux visites de familles ;
- l'abandon de la détention administrative, régime de détention sans charges et sans jugement auquel sont soumis aujourd'hui environ 500 prisonniers palestiniens, parfois depuis plusieurs années ;
- des soins de santé adaptés, alors que des négligences délibérées dans ce domaine conduisent à la détérioration de l'état de santé de nombreux prisonniers, voire à leur mort.

Les premières réactions du gouvernement israélien **laissent craindre le pire** : des mesures disciplinaires ont été prises immédiatement contre les grévistes de la faim dont les responsables sont déplacés et mis au secret. « *Nous n'avons pas de raisons de négocier avec les prisonniers, il s'agit de terroristes et d'assassins* » a déclaré le ministre de la Sécurité intérieure. Avigdor Lieberman, ministre de la Défense, a souhaité que soit appliquée aux prisonniers palestiniens grévistes de la faim la même politique que celle de Margaret Thatcher qui avait laissé mourir de faim les Irlandais du Nord, Bobby Sands et ses camarades.

Nous ne pouvons pas laisser se perpétuer de tels crimes dans le silence général.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe associations, syndicats et partis politiques, **apporte son plein soutien aux prisonniers politiques en grève de la faim et à leurs revendications**, à leurs familles, à la population palestinienne et à celles et ceux qui, en Israël, agissent pour la justice et l'égalité.

Il en appelle aux **mobilisations citoyennes et à l'intervention ferme des États signataires de la Convention de Genève - dont la France - et de l'Union européenne**. Il est temps de tout mettre en œuvre et de faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il respecte le droit international, en particulier en matière de justice, de détention, de traitement de la population civile palestinienne.

Chaque jour d'inaction met des vies en danger. Chaque jour d'inaction est un acte complice des dénis de droits, de justice et d'humanité.



Signataires membres du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc – Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) – Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) – Association des Tunisiens en France (ATF) – Association France Palestine Solidarité (AFPS) – Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) – Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) – Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) – Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) – Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) – Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) – Cedetim / IPAM – Collectif des Musulmans de France (CMF) – Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence – Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) – Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) – Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) – Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) – Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arrt (CJPP5) – Confédération paysanne - Droit-Solidarité – Ensemble ! - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté – Génération Palestine – La Courneuve-Palestine – le Mouvement de la Paix – les Femmes en noir – Ligue des Droits de l'Homme (LDH) – Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) – Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) – Organisation de Femmes Egalité – Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) – Parti Communiste Français (PCF) – Parti de Gauche (PG) – Parti de l'émancipation du peuple – Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Socialistes pour la Paix – Sortir du colonialisme – Syndicat National des Enseignements de Second degré (SNES/FSU) – Une Autre Voix Juive (UAVJ) – Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires